

Particuliers

Agriculteurs

Forestiers

Entreprises et collectivités territoriales

Demandeur	Activités concernées	Localisation à moins de 200m des forêts, des bois, des landes, des garrigues et des maquis	Localisation à plus de 200m des forêts, des bois, des landes, des garrigues et des maquis	Période concernée	Textes et procédure concernés	Autorité chargée de l'application et du contrôle de la réglementation	Services de l'État en appui aux collectivités	Sanction encourue	Observations - Commentaires
Particuliers	Brûlage de tous déchets y compris les déchets verts (2)	Interdit	Interdit	Toute l'année	Art.7 décret 2003-462 du 21/05/2003 et Règlement Sanitaire Départemental Art.84	Le maire et tous les OPJ et APJ ARS	DREAL et ARS	450 € (classe C3 code NATINF 3671)	Ces brûlages génèrent une pollution atmosphérique entraînant des problèmes de santé publique auxquels s'ajoutent des risques d'incendies de forêts.
<i>Important : seuls les propriétaires ou les occupants du chef de propriétaire (1) peuvent faire usage du feu sur leur terrain</i>	Brûlage de déchets verts réalisé dans le cadre de l'obligation légale de débroussaillage (OLD) autour des habitations situées à moins de 200 m des forêts, des landes, des garrigues, des maquis et des plantations forestières	Autorisé seulement à titre exceptionnel et précisément justifié en l'absence de solution alternative et si dépôt en mairie d'une déclaration d'emploi du feu	Sans objet (la réglementation sur le débroussaillage ne s'applique pas au-delà de 200 mètres des bois et landes)	Hors période juillet-août-septembre et hors période de pollution atmosphérique	Arrêté préfectoral N° 2013 073-0002 du 14/03/2013 Dépôt en mairie par le pétitionnaire d'une déclaration d'emploi du feu de catégorie 1-2	Le maire et tous les OPJ et APJ	DDT	Des sanctions sont encourues à défaut de déclaration d'emploi du feu (classe C4 code NATINF 7928) ou si cette pratique entraîne un incendie involontaire (délit code NATINF 3562)	Attention l'usage du feu n'est pas justifié pour les opérations d'entretien du débroussaillage. Dans tous les cas, il convient d'orienter l'administré vers d'autres pratiques moins dangereuses et moins polluantes.
<i>Important : seuls les propriétaires ou les occupants du chef de propriétaire (1) peuvent faire usage du feu sur leur terrain</i>	Brûlage à caractère agricole (ex : brûlage sous châtaigneraie)	Autorisé sous réserve d'une activité et d'une production agricole effective et en l'absence de solution alternative et si dépôt en mairie d'une déclaration d'emploi du feu	Autorisé sous réserve d'une activité et d'une production agricole effective et en l'absence de solution alternative	Hors période juillet-août-septembre pour les opérations situées à moins de 200 m des forêts, des bois, des landes, des garrigues et des maquis et hors période de pollution atmosphérique dans tous les cas	Dans tous les cas dépôt par le pétitionnaire en mairie d'une demande de reconnaissance d'un usage du feu «de type agricole» Annexe A de l'Arrêté préfectoral N° 2013-077-0006 du 18 mars 2013 complétée pour les opérations situées à moins de 200 m des forêts, des bois, des landes, des garrigues et des maquis d'une déclaration de catégorie 1-1	Le maire et tous les OPJ et APJ	DDT	Des sanctions sont encourues à défaut de déclaration d'emploi du feu (classe C4 code NATINF 7928) ou si cette pratique entraîne un incendie involontaire (délit code NATINF 3562)	
<i>Important : seuls les propriétaires ou les occupants du chef de propriétaire (1) peuvent faire usage du feu sur leur terrain</i>	Feux festifs (feu de camp, feu de saint Jean, méchoui...)	Autorisé si dépôt en mairie d'une déclaration d'emploi du feu	Autorisé	Hors période juillet-août-septembre pour les feux situés à moins de 200 m des forêts, des bois, des landes, des garrigues et des maquis	Dépôt en mairie par le pétitionnaire d'une déclaration d'emploi du feu de catégorie 1-3 pour les opérations situées à moins de 200 m des forêts, des bois, des landes, des garrigues et des maquis	Le maire et tous les OPJ et APJ	DDT	Des sanctions sont encourues à défaut de déclaration d'emploi du feu (classe C4 code NATINF 7928) ou si cette pratique entraîne un incendie involontaire (délit code NATINF 3562)	

Particuliers

Agriculteurs

Forestiers

Entreprises et collectivités territoriales

Demandeur	Activités concernées	Localisation à moins de 200m des forêts, des bois, des landes, des garrigues et des maquis	Localisation à plus de 200m des forêts, des bois, des landes, des garrigues et des maquis	Période concernée	Textes et procédure concernés	Autorité chargée de l'application et du contrôle de la réglementation	Services de l'État en appui aux collectivités	Sanction encourue	Observations - Commentaires
Agriculteurs dans le cadre strict de leurs activités professionnelles	Brûlage de végétaux sur pieds (ex : opération pastorale) et brûlage de végétaux coupés (ex : nettoyage de châtaigneraie), sur la parcelle	Autorisé si dépôt en mairie d'une déclaration d'emploi du feu	Autorisé	Hors période juillet-août-septembre pour les opérations situées à moins de 200 m des forêts, des bois, des landes, des garrigues et des maquis et hors période de pollution atmosphérique dans tous les cas	Arrêté préfectoral N° 2013-073-0002 du 14/03/2013 Dépôt par le pétitionnaire en mairie d'une déclaration d'emploi du feu de catégorie 1-1	Le maire et tous les OPJ et APJ	DDT	Des sanctions sont encourues à défaut de déclaration d'emploi du feu (classe C4 code NATINF 7928 ou 29539) ou si cette pratique entraîne un incendie involontaire (délit code NATINF 3562)	
Forestiers dans le cadre strict de leurs activités professionnelles	Brûlage de rémanents de coupe de bois sur la parcelle	Autorisé si dépôt en mairie d'une déclaration d'emploi du feu	Sans objet	Hors période juillet-août-septembre et hors période de pollution atmosphérique dans tous les cas	Arrêté préfectoral N° 2013-073-0002 du 14/03/2013 Dépôt par le pétitionnaire en mairie d'une déclaration d'emploi du feu de catégorie 1-1	Le maire et tous les OPJ et APJ	DDT	Des sanctions sont encourues à défaut de déclaration d'emploi du feu (classe C4 code NATINF 7928) ou si cette pratique entraîne un incendie involontaire (délit code NATINF 3562)	Ces opérations doivent rester exceptionnelles (exemple : brûlage de rémanent de coupe suite à l'abattage d'arbres impactés par des problèmes phytosanitaires)
Entreprises y compris entreprises d'entretien espaces verts, pépiniéristes et paysagistes	Brûlage de tous déchets y compris les déchets verts	Interdit	Interdit	Toute l'année	Art.7 Décret 2003-462 du 21/05/2003 Art. L.541-46 §1-7° code de l'environnement Règlement Sanitaire Départemental Art. 84	Le maire et tous les OPJ et APJ, ARS et DREAL	DREAL et ARS	75000 € et/ou 2 ans de prison (délit, code NATINF 27417, code NATINF 22661, code NATINF 10298)	Ces brûlages génèrent une pollution atmosphérique entraînant des problèmes de santé publique auxquels s'ajoutent des risques d'incendies de forêts.
Collectivités territoriales	Brûlage de tous déchets y compris les déchets verts	Interdit	Interdit	Toute l'année	Art.7 Décret 2003-462 du 21/05/2003 Art. L.541-46 §1-7° code de l'environnement Règlement Sanitaire Départemental Art. 84	Le maire et tous les OPJ et APJ, ARS et DREAL	DREAL et ARS	75000 € et/ou 2 ans de prison (délit, code NATINF 27417, code NATINF 22661, code NATINF 10298))	Ces brûlages génèrent une pollution atmosphérique entraînant des problèmes de santé publique auxquels s'ajoutent des risques d'incendies de forêts.

(1) - Occupant du chef du propriétaire : toute personne qui occupe les lieux avec l'accord du propriétaire. Sont à fortiori considérés comme tels, les titulaires d'un droit quelconque d'occupation pour un usage professionnel, agricole, pastoral ou d'habitation (gérant, fermier, locataire...).

(2) - Un déchet vert désigne un déchet végétal résultant de l'entretien et du renouvellement des espaces verts publics et privés (parcs et jardins d'agrément et potagers, terrains de sports, etc.), des collectivités territoriales, des organismes publics et parapublics, des sociétés privées et des particuliers.

NB : - les dérogations aux arrêtés préfectoraux ont pris fin le 31 décembre 2015 sur l'ensemble du département de l'Ardèche.